



HAL
open science

De la richesse de Saint-Pierre à sa ruine : deux facettes d'un tourisme patrimonial martiniquais

Michel Desse, Thierry Hartog

► **To cite this version:**

Michel Desse, Thierry Hartog. De la richesse de Saint-Pierre à sa ruine : deux facettes d'un tourisme patrimonial martiniquais. IX^e journées de géographie tropicale, Patrimoines et développement dans les pays tropicaux. Sous la direction de P Cosaert et F Bart., patrice Cosaert et François Bart, Sep 2001, La Rochelle, France. pp.689-696. hal-01203474

HAL Id: hal-01203474

<https://hal.science/hal-01203474>

Submitted on 23 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Références :

DESSE M, HARTOG T (2003). De la richesse de Saint-Pierre à sa ruine : deux facettes d'un tourisme patrimonial martiniquais. IX^e journées de géographie tropicale, Patrimoines et développement dans les pays tropicaux. Sous la direction de P Cosaert et F Bart, Espaces tropicaux n°18, Pessac, pp 689-696.

DESSE M, HARTOG T (2003). De la richesse de Saint-Pierre à sa ruine : deux facettes d'un tourisme patrimonial martiniquais.

De la richesse de Saint-Pierre à sa ruine : deux facettes d'un tourisme patrimonial martiniquais.

Michel Desse Maître de conférences

Thierry Hartog Maître de conférences

Géode Caraïbe
Université des Antilles Guyane
Faculté des Lettres et Sciences Sociales
BP 7207
97 275 Schoelcher cedex
Email: michel.desse@martinique.univ-ag.fr
Email: thierry.hartog@martinique.univ-ag.fr

Résumé :

Ancienne et riche capitale, des Antilles françaises, Saint-Pierre fut détruite le 8 mai 1902 par l'éruption de la montagne Pelée, qui fit près de 30 000 morts. Cette commune donne toujours aujourd'hui l'impression d'être écrasée par cette tragédie, malgré la variété et la richesse de son patrimoine, naturel et marin, religieux et militaire, commercial et administratif. La réappropriation spatiale, s'est faite sans mémoire des lieux ; la mise en valeur touristique et restée limitée. Après avoir analysé la diversité de ces héritages, les auteurs s'interrogent ici sur les logiques qui ont opposé les acteurs, entre préservation, exploitation et ignorance.

Abstract :

The rich capital of the French Antilles, Saint-Pierre, was destroyed by the Pelée mountain eruption which killed about 30 000 people on 8th May 1902. This town still nowadays looks overwhelmed by that tragedy despite the diversity of its natural and marine, religious and military, commercial and administrative heritage. Space was filled again without taking into account the sites and buildings which had existed previously, and efforts in favour of tourism have been limited. The authors first analyse the diversity of these patrimonies, then examine the views and purposes which have divided the people : preservation, development or ignorance.

Mots-clés :

Volcanisme, patrimoine culturel, patrimoine bâti, tourisme, gestion, Martinique, Saint-Pierre.

8 Mai 1902, 8 heures du matin ; la ville de Saint-Pierre, la perle des Antilles, est rayée de la carte. L'ombre majestueuse et dominatrice de la Montagne Pelée a laissé la place aux nuées ardentes, à la mort, à un vaste champ de ruines fumantes. La nature a parlé, 30 000 personnes se sont tuées, dominées et vaincues, tant par inconscience et ignorance que par fierté et témérité.

Cent ans plus tard, la commune de Saint-Pierre offre un visage tout à la fois marqué et léthargique. Présentant une hémorragie continue de sa population depuis les années 1950 et ne concentrant qu'à peine le quart de sa population de 1902(4453 habitants,-19% par rapport à 1954), elle donne toujours l'impression d'être écrasée par sa tragique histoire, sans que la mémoire des lieux n'ait jamais débouché sur une politique ambitieuse de restauration de ce patrimoine perdu, calciné et pillé . La variété des fonctions historiques de cette ville explique pourtant la concentration et la richesse de ces héritages : tour à tour militaire et religieuse, commerciale et portuaire, administrative et politique, intellectuelle et littéraire, Saint-Pierre juxtapose une somme considérable de bâtiments, de types architecturaux, de lieux d'histoire, malheureusement plus souvent dénaturés dans l'indifférence générale, enfouis par recolonisation de la végétation ou abandonnés que réellement entretenus.

Le paradoxe apparaît ainsi pleinement : ce triptyque volcan-ville-patrimoine est écartelé entre deux logiques contraires : d'un côté, une volonté de restauration architecturale rationnelle, de mise en valeur touristique et d'exploitation commerciale ; de l'autre, au mieux un abandon à la patine du temps et à l'œuvre érosive de la nature, au pire une défigurante réappropriation par un nouveau processus social inorganisé faisant fi du passé . L'attractivité du lieu s'oppose-t-elle alors à l'identité de ses habitants ?

Après avoir analysé la richesse de ces héritages locaux, nous examinerons la place et le rôle des acteurs qui animent ce patrimoine, avant de nous interroger sur les freins à leurs actions.

Une large palette patrimoniale

Saint-Pierre figée dans le feu et la mort par les nuées ardentes nous a laissé un riche résumé de l'histoire rurale, urbaine et navale de la Martinique. L'inventaire de ce patrimoine touche, en effet, une large interface littorale, englobant non seulement l'espace urbain dans toute sa diversité, mais aussi les espaces naturels, agro-industriels (notamment les distilleries cannières) et sous-marins, où reposent les épaves coulées lors de l'éruption du 8 Mai.

L'écrin paysager

Les deux côtés de l'interface offrent un incontestable attrait, la rade de Saint-Pierre, découverte par le Sud depuis le Morne Orange et la Pointe Sainte Marthe, apparaissant comme un havre de calme et de beauté. La surface d'une eau lisse, transparente, ouverte sur la Mer des Antilles, d'un bleu profond, contraste soit avec la brutale rupture d'un abrupt de 200 mètres à l'Est et au Sud, soit avec l'élévation progressive de la Montagne Pelée (1397 m) qui, par ruptures de pente successives et profondes entailles érosives ferme le champ du regard à l'arrière-plan vers le Nord. Un appel à l'évasion et à la découverte, voire à la performance sportive, qui s'inscrit dans deux dimensions complémentaires : l'altitude par les chemins de randonnée pour vaincre le volcan ; la profondeur par la plongée sous-marine pour découvrir coraux et tombants.

Une tradition cannière

La présence de terres volcaniques et l'abondance de l'eau favorisèrent très tôt le développement de l'agriculture commerciale et notamment la canne à sucre, après le tabac, l'indigo, le café ou le cacao. Les nombreuses habitations-sucreries servirent de base au développement rapide des échanges maritimes et de la fonction portuaire. Reconverties pour beaucoup en rhumeries (une vingtaine à Saint-Pierre), elles assurèrent la fortune de la ville, à l'exemple de l'habitation Pécoul, aujourd'hui distillerie Depaz, la seule à avoir relevé le défi de la reconstruction après l'éruption. Lieu de visite et de dégustation dans un cadre particulièrement soigné et élégant, rehaussée à l'arrière-plan par la massivité de son château, la distillerie fait incontestablement partie du décor local et de la toile de fond générale sans lesquels la richesse de Saint-Pierre ne pourrait être comprise.

Un palimpseste urbain

L'élément central de ce patrimoine s'accroche néanmoins aux ruines de la ville, à la diversité des fonctions exercées, des architectures construites et des sites utilisés. La ville constitue un bel exemple de sédimentation historique et géographique continue. Tout le développement de cette cité se résume en un glissement progressif du Nord au Sud, de la fonction militaire et religieuse originelle dans le quartier du Fort à la fonction commerciale et portuaire dans le quartier du Mouillage. Si la disponibilité spatiale et la faiblesse de la population autorisèrent au départ un large espacement entre les constructions, le développement commercial vers le Sud, l'augmentation conséquente de la population et la minceur du liseré constructible intensifièrent l'occupation urbaine tout au long d'une grande rue parallèle à la mer.

Les premières constructions (entre 1635 et 1670) concrétisèrent le choix politique, militaire et religieux initial; en témoignent les premiers emplacements du fort et de la place d'Armes, des batteries, de la maison du Gouverneur, de l'hôpital, puis les couvents des Dominicains, des Jésuites et des Ursulines. Le XVIII^{ème} siècle vit l'affirmation de la fonction économique et portuaire avec l'urbanisation continue et l'aménagement du quartier du Mouillage, d'abord le long du front de mer (la place Bertin), puis par intériorisation vers les mornes, par îlots de construction, carroyés par tout un réseau de rues pavées et pentues (la rue du précipice), qui remplaçaient progressivement les terres agricoles. Le XIX^{ème} siècle confirma cette primauté économique (entrepôt des douanes, bourse de commerce), culturelle (théâtre), administrative (palais de justice) et médicale (maison coloniale de santé). La dynamique permanente de ces constructions reflète le formidable essor commercial de cette ville rasée en pleine gloire. Malgré quelques chantiers de rénovation bien avancés (maison coloniale de santé, maison du génie) et quelques reconstructions à l'ancienne fort réussies (bourse de commerce), la visite de ces ruines laisse une impression pesante de mal-être et de mal-aménagement, au milieu d'un bâti actuel très hétérogène.

Un cimetière marin.

Une dizaine d'épaves de bateaux coulés lors de l'éruption gisent dans la baie de Saint-Pierre, entre -20 et -80 mètres de fond. Elles ouvrent une autre page patrimoniale, celle de l'histoire navale et maritime locale. Elles présentent un triple intérêt : elles soulignent d'abord l'intensité de l'activité commerciale de l'époque, de nombreux bateaux de commerce et de voyageurs étant en ancrage forain lors de l'éruption ; elles offrent ensuite un exemple concret

de ce tournant technique de l'histoire navale, puisque les épaves appartiennent à trois types différents : encore de simples voiliers, des trois mâts barque mixtes (le Biscaye) et déjà des vapeurs (le Diamant ou le Roraïma); elles permettent enfin l'apprentissage des profondeurs par la plongée sous-marine.

Acteurs et dynamiques d'appropriation du patrimoine de Saint-Pierre.

Les acteurs économiques.

Après la catastrophe du 8 mai 1902, la ville de Saint-Pierre est détruite, livrée aux scientifiques et aux pillards. La propriété foncière n'est pas remise en cause et les deux tiers de la ville appartiennent toujours aux Blancs Créoles et à leurs survivants. Ces derniers préfèrent repositionner leurs activités sur Fort-de-France. Ainsi la ville de Saint-Pierre disparaît et perd sa qualité de commune le 10 février 1910 par manque d'habitants.

Dans les années 1920, la ré-appropriation urbaine s'opère par le retour des réfugiés qui avaient fui la ville avant la catastrophe et par l'arrivée de nouvelles populations souvent indigentes. Certaines maisons de commerce sont reconstruites sur le front de mer. D'autres, plus pauvres adossent leur case aux murs préexistants. Saint-Pierre est de nouveau érigée en commune le 20 mars 1923. Malgré la reprise de l'activité volcanique du 16 septembre 1929 et une nouvelle évacuation de la population, la ville se reconstruit peu à peu.

L'urbanisme initial et la répartition des propriétés ne sont pas remis en cause. Les constructions apparaissent dans le champ de ruines sans qu'il y ait de projet d'une reconstruction d'envergure, comme cela se fera plus tard dans les villes détruites lors de la seconde guerre mondiale. Le tracé des rues reste inchangé. Les édifices religieux et administratifs sont reconstruits. La nouvelle mairie est inaugurée le 11 novembre 1934, l'église du Mouillage est érigée à l'emplacement de l'ancienne cathédrale datant du XVIII^e siècle. Cette dynamique de reconstruction des édifices publics se poursuit jusqu'aux années 1970 avec la sous-préfecture, l'hôtel des impôts, l'hôpital, la gendarmerie. Au contraire, d'autres monuments ont été laissés en l'état : le jardin botanique, le théâtre, les forts et les fortins militaires, la maison du génie, la maison coloniale de santé, les entrepôts du Carénage. Les deux rues qui longent la plage de Saint-Pierre, la rue Bouillé et la rue Victor Hugo retrouvent leur rôle commercial et sont aujourd'hui pratiquement bordées de constructions sur toute leur longueur.

Cette ré-appropriation n'a cependant été organisée ni par l'état, ni par les municipalités successives. Ainsi les styles architecturaux et les fonctions des bâtiments se mélangent : cases en bois, lopins non construits, maisons en ruine, hangars, construction en bois des années 1930, maisons en parpaings des années 1970, nouvelles constructions des années 1990 qui tentent de reprendre le style des maisons du début du siècle.

Ainsi, les acteurs politiques ont suivi la ré-appropriation de la ville par ses habitants sans l'anticiper. Cette dégradation de l'habitat et de l'urbanisme en général est renforcée par l'arrivée de populations nouvelles et indigentes qui ne gardent pas la mémoire des richesses d'antan.

Depuis une dizaine d'années, une certaine charte d'urbanisme semblent apparaître avec la reconstruction à l'identique de la Bourse du commerce, le pavage de la place Bertin qui servait à stocker les tonneaux de rhum avant leur chargement. De même, si les futurs HLM du Carénage ne sont pas reconstruits en pierre volcanique, ils ressemblent néanmoins par leur

volume et leur architecture aux anciennes maisons d'avant la catastrophe. Cependant ces tentatives de mise en valeur du patrimoine sont ternies par la construction récente d'une maison en briques dans les anciens entrepôts du Carénage, par les sept années de chantier de la Place Bertin qui reste fermée au public, par l'absence de rénovation des maisons et commerces qui la bordent.

Les acteurs économiques du patrimoine.

« Saint-Pierre nous différencie des autres îles de la Caraïbe », cette affirmation est souvent reprise par les Pierrotins. En effet, Saint-Pierre demeure une des excursions classiques des touristes et des excursionnistes des navires de croisière. Aussi les acteurs économiques sont-ils très divers à défaut d'être nombreux.

L'hôtellerie est inexistante, mise à part un petit centre de L'UCPA. On assiste cependant à une récente offre de meublés et de chambres d'hôtes comme la maison du gérant située sur les hauteurs de la ville. Les commerces et les restaurants sont aussi peu nombreux et dispersés par rapport au nombre de visiteurs que l'on peut estimer à plus de 300 000 personnes par an. On dénombre ainsi seize restaurants et débits de boissons rue Bouillé en front de mer et sept rue Victor Hugo. Seule une minorité de restaurants et de débits de boisson répond aux normes et aux attentes des touristes. On ne compte qu'un seul bar avec terrasse. Un seul restaurant ouvre sur la mer...

Seulement quatre magasins de souvenirs sont implantés rue Bouillé et six rue Victor Hugo (cf carte 1). Les magasins de souvenirs sont dispersés et la spécificité patrimoniale du site ne constitue pas le thème principal des articles vendus. La vente de paréos, de serviettes de plages, de produits importés du Sud Est asiatique et de poupées en madras constituent l'essentiel des ventes. Une dizaine de marchands ambulants complètent ces chiffres qui montrent la faible valorisation du patrimoine.

Les commerces et les restaurants connaissent une durée de vie limitée et sont souvent tenus par des métropolitains. Un signe supplémentaire de la mauvaise prise en compte du potentiel touristique de la ville.

Saint-Pierre qui était le plus grand port de la Martinique et l'un des plus actifs de la Caraïbe n'accueille plus d'activités nautiques hormis une petite location de kayaks de mer. Le mouillage des bateaux de plaisance reste forain. Les activités sous-marines demeurent peu développées par rapport à la richesse du patrimoine maritime englouti. Une dizaine d'épaves sont actuellement répertoriées. Elles sont variées : barges, bateaux à voile, à vapeur... et certaines comme le Roraima atteignent 120 mètres de long. Deux entreprises et un club associatif proposent des plongées sur les épaves qui constituent le principal produit d'appel (70 % des plongées). Ces entreprises se composent de deux à quatre plongeurs selon la saison touristique. La plus performante installée depuis 1986, réalise entre 2 500 et 3 000 plongées par an à raison de 20 personnes par jour ouvrable. Ce chiffre est stable depuis une quinzaine d'années pour une clientèle composée à 75 % de métropolitains, 15 % d'Européens et 5 % de Nord Américains. L'UCPA axe aussi ses activités sur la plongée ; cependant les fonds coralliens attirent davantage sa clientèle. En effet, 45 % des plongeurs sont débutants et seulement 10 % d'entre eux plongent sur la Gabrielle qui repose sur des fonds compris entre -20 et -40 mètres et sur le Roraima (-40 à -60 mètres). Seules les épaves de barges aux Résiniers (Anse Turin, située sur la commune du Carbet) sont régulièrement visitées par les plongeurs de l'UCPA, parce qu'elles reposent à -8 mètres et parce qu'elles abritent une riche faune piscicole. Les épaves de la baie de Saint-Pierre sont souvent dégradées et peu lisibles par des plongeurs débutants qui n'ont pas l'œil archéologique. Ainsi les moniteurs doivent-ils faire preuve de pédagogie pour expliquer les épaves et le contexte des naufrages. Il faut se plonger dans l'histoire de Saint-Pierre avant de plonger dans l'eau.

Une société métropolitaine, avait même proposé de faire découvrir les épaves à l'aide d'un sous-marin, le Mobilis, qui pouvait embarquer 50 personnes et descendre à plus de 80 mètres. Le sous-marin Mobilis, long de vingt-trois mètres permettait de descendre avec 50 personnes sur le Tamaya à une profondeur de -85 mètres. Cette société a déposé son bilan et le sous-marin a été vendu en 1998.

Les acteurs spécialistes du patrimoine.

Les acteurs spécialistes du patrimoine sont également divers : privés, associatifs ou dépendants des collectivités territoriales. Cependant leurs stratégies ne se conjuguent pas forcément.

La distillerie Depaz créée en 1922 sur l'emplacement de la rumerie Pécou, constitue le principal acteur privé du patrimoine de Saint-Pierre. Cette distillerie (1.5 million de litres de rhum produit en 2000) est la dernière de Saint-Pierre et du Nord Caraïbe, région qui accueillait plus de vingt usines en 1902. Depuis 1989, elle appartient au groupe Bardinnet la Martinique. Un circuit balisé et documenté permet de découvrir le site et présente les formes d'énergie utilisées pour le broyage de la canne (le moulin à bêtes, la roue à aube, la machine à vapeur et la turbine hydraulique). Le reste de la visite porte sur la fabrication du rhum et les chais de vieillissement. Les liens entre les rumeries du Nord de l'île et le port de Saint-Pierre qui fut le premier port exportateur de rhum au monde, n'est pas établi. Il n'y a pas de mise en relation du patrimoine maritime avec celui de la plantation.

Dans Saint-Pierre, le petit train « Cyparis express » constitue la seconde initiative privée, circulant difficilement dans ces rues étroites, il assure néanmoins en une heure un tour des principaux sites et retrace grâce à des guides passionnés les grands moments de l'histoire locale.

Deux musées complètent cette offre. L'association pour la sauvegarde, la conservation et la mise en valeur des ruines de Saint-Pierre gère le Musée historique, l'un des deux musées de la ville. Le bâtiment est modeste et la surface d'exposition avoisine les 60 m² sur deux étages présentant l'architecture de Saint-Pierre avant 1902 et la catastrophe du 8 mai. Cette association réunit une quinzaine de membres dont un tiers seulement réside dans la commune. Outre le musée, l'association accueille des conférenciers et entreprend également des campagnes de restauration à l'ancienne des vieux murs.

Le petit musée de vulcanologie, géré par la Municipalité accueille 80 000 visiteurs par an. Ce nombre atteignait 100 000 personnes il y a quelques années quand le tourisme de croisière était plus développé. Outre la présentation géologique du volcan et des éruptions, il présente différents objets fracturés ou fondus par les nuées ardentes du 8 mai 1902.

La municipalité intervient aussi dans la mise en valeur du patrimoine, par le biais de la maison du patrimoine. En effet, Saint-Pierre est ville d'art et d'histoire depuis 1990. Dans ce réseau de villes patrimoniales françaises, Saint-Pierre est la seule représentante des DOM. L'accueil se fait avec de petits moyens financiers (mairie, DRAC, Ministère de la Culture) et vise surtout les scolaires et des groupes locaux. Des expositions sur le carnaval et les costumes du début du siècle ainsi que des conférences complètent leur action. Les tours opérateurs et les hôtels ne sont pas contactés. Trois personnes assurent les visites à thème : les quartiers de Saint-Pierre, les batteries et les forts, Saint-Pierre avant et après 1902.

Les autres acteurs dépendent des collectivités régionales et de l'état et jouent un rôle important dans la préservation des sites et leur connaissance. Il s'agit de la Direction Régionale de l'Architecture et du Patrimoine, du service départemental d'archéologie qui assure les campagnes de fouille et de restauration (pavage de la maison du génie, mise en

valeur des enduits ocres), de la Direction des Recherches Archéologiques Sous-Marines qui repère, fouille et identifie les épaves (fouilles sur les salaisons du Biscaye dans les années 1980 et sur les poteries d'Aubagne dans les années 1990). Il n'existe cependant pas un musée de ce patrimoine nautique riche d'une dizaine de bâtiments. L'action conjuguée des pilliers sous-marins, des tarets, des houles et de la forte sédimentation dégrade ces épaves.

L'animation des sites devrait rester d'abord à l'initiative de la municipalité qui, faute de moyens, n'arrive pas à fédérer toutes ces énergies et ces travaux scientifiques qui pourraient déboucher sur des expositions, un musée de grande envergure, une politique d'édition des travaux.

Enfin, les acteurs politiques et économiques du patrimoine sont multiples et agissent souvent en compétition. Le musée associatif est ainsi boudé par la municipalité. La distillerie et la ville s'ignorent, alors que ce lien explique en partie la richesse des uns et des autres. La même dispersion apparaît dans les fêtes commémoratives du centenaire de la catastrophe en mai 2002. La Chambre de Commerce et d'Industrie, le Conseil Général et le Conseil Régional, le Muséum d'Histoire Naturelle ont des projets de colloque, de fêtes nautiques (étape des régates de juin, rassemblement de vieux gréements) sans que la municipalité de Saint-Pierre en soit le principal acteur et organisateur. De même, les Pierrotins et leurs descendants issus de l'exode qui a suivi le 8 mai 1902 et qui sont installés en Guyane, en Guadeloupe et dans les autres communes de la Martinique ne semblent pas porteurs de l'esprit de la commémoration. Ainsi ces disfonctionnements renforcent le sentiment de léthargie qui baigne la cité pierrotine.

Les difficultés de la mise en valeur

Tous les facteurs de réussite sont rassemblés dans ce moule pierrotin : à la richesse patrimoniale répondent la variété des acteurs et des formes de développement. Mais diversité ne rime pas pour autant avec dynamique. Certes, le site attire plus de 300 000 visiteurs par an, mais Saint-Pierre ne compte même plus 5 000 habitants et vitote dans une atmosphère léthargique et désuète. Comment expliquer ce décalage entre potentialités et réalités ? Pourquoi la mise en valeur locale, créatrice de richesses dans une région oubliée de la Martinique, se heurte-t-elle à tant d'obstacles et d'indifférence ? A l'évidence, les acteurs ne s'appuient ni sur les mêmes discours, ni sur les mêmes pratiques, ni sur les mêmes logiques ; leurs intérêts divergents n'ont fait que renforcer les antagonismes latents, source de confusion et d'immobilisme face au développement économique. Au risque d'être schématisées, trois logiques se neutralisent, sinon s'opposent et s'affrontent.

Les logiques du Pouvoir

Elles exercent une influence incontournable, mais pleine de lourdeur, qui renvoie de la ville une image figée, statique, immobile ; Toutes les formes de pouvoir, chacune à leur niveau, y ont contribué ; leur expression première s'est manifestée par l'appropriation terrienne : la trame foncière originelle, réduite en cendres et figée dans les ruines, est, en effet, restée aux mains de propriétaires békés, disparus ou établis ailleurs. Cette référence constante au pouvoir de la terre des Blancs créoles a toujours empêché le remodelage total du plan de la ville et n'a pu que favoriser le développement de constructions illégales, précaires, mais pérennisés.

Le pouvoir politique de l'état et des collectivités n'a pas cherché non plus à remettre en cause ce palimpseste ; il a exercé un double rôle négatif : d'une part, il a reconstruit les

organes de son pouvoir sur les mêmes emplacements dispersés qu'autrefois, gelant ainsi toute reconstruction rationnelle de la ville ; d'autre part, il ne s'est guère tourné vers le pouvoir bancaire pour favoriser une reconstruction harmonieuse de Saint-Pierre et étendre sa zone d'influence sur le Nord de la Martinique par des mesures incitatives locales. Le développement de la ville reste aujourd'hui encore très embryonnaire, même s'il est limité par des contraintes topographiques fortes ; Saint-Pierre ne dispose par exemple ni de grand hôtel, ni de super-marché ; le projet d'implantation d'un lycée d'enseignement général lui a échappé et sa récente fonction de sous-préfecture n'alimente guère sa renaissance ; la commune reste à l'évidence marquée par sa tragédie, mais aussi par l'inefficacité de ses pouvoirs, reproduisant sur place une logique frileuse et sans ambition.

Les pratiques locales

A la base, les pratiques des Pierrotins ne s'harmonisent guère avec ces logiques du pouvoir. Comment demander, en effet, à une population sans mémoire des lieux de prendre la mesure patrimoniale de sa ville ? La rupture est trop nette entre la richesse d'antan, produite par une ville portuaire et bourgeoise, commerçante et animée et l'indigence d'une population nouvelle, attachée au quotidien des petits milieux socio-économiques, sans tradition urbaine. Cette rupture se marque dans l'anarchie des constructions, quand ce n'est pas leur illégalité. Paradoxalement, leur précarité a assuré leur pérennité, faute d'un pouvoir fort. L'ombre permanente du volcan et la peur implicite qu'elle inspire expliquent aussi peut-être la précarité des constructions, leur manque d'entretien, leur caractère inachevé ou faussement définitif : l'éphémère humain face à la toute puissante nature, la soumission par l'adaptation et l'esquive, la disponibilité et le remplissage d'un vide sur une terre brûlée et maudite. Le total imbroglio du bâti actuel au sein de cette large palette patrimoniale traduit bien la diversité de ces rapports à l'espace urbain, sans que l'appropriation de l'activité touristique locale puisse être une valeur communément partagée par les Pierrotins. Le plus souvent, elle reste, en effet, l'apanage d'allochtones métropolitains(cf. clubs de plongée, magasins de souvenirs).

Le rôle des associations (des associations surimposées à la logique endogène)

Les groupes associatifs et les organismes voulant œuvrer pour le développement touristique constituent un troisième niveau relationnel, entre la rationalité figée des pouvoirs et l'anarchie exubérante des pratiques individuelles. Leur reconnaissance pratique pose problème pour plusieurs raisons. Ils ne comptent pas en leur sein d'abord une majorité de Pierrotins, ce qui les pénalise fortement dans leurs actions, aussi louables et désintéressées qu'elles soient. Entre des acteurs individuels sans mémoire des lieux et une association « étrangère » fondant justement son unité et son projet sur ce travail de mémoire, la confusion dans les esprits s'instaure et l'incompréhension règne bientôt en maître. Ces associations, ensuite, ne regroupent qu'un nombre limité de membres, le bénévolat n'étant pas dans ce cadre une valeur toujours bien partagée. A cette reconnaissance limitée s'appliquent des moyens dérisoires et des productions de faible envergure : le musée privé de la ville n'offre au visiteur qu'une présentation architecturale tenant dans deux pièces étroites ; aucune association n'a balisé de circuits découverte, en éditant par exemple une plaquette de présentation des grands axes patrimoniaux(la Saint-Pierre militaire, religieuse, administrative ou culturelle par exemple). Enfin l'échelle d'action des associations demeure trop étroite pour définir un produit d'appel original ; entre préservation et exploitation, aucun organisme n'intègre en particulier l'arrière-pays volcanique et agricole, en proposant par exemple des journées découverte associant la ville, une randonnée pédestre sur la Montagne Pelée et la visite de l'habitation Pécoul, seule témoin fonctionnel de la vieille activité cannière. Même quand elle trouve

concrétisation, l'appropriation touristique demeure cloisonnée et l'attractivité patrimoniale limitée, car le dilemme entre préservation et exploitation, fermeture et promotion n'a pas été franchement résolu par les acteurs eux-mêmes.

Le patrimoine de Saint-Pierre comme tout patrimoine culturel collectif, doit-il être abordé en tant qu'inventaire fini, celui d'une ville au destin brisé par les catastrophes de 1902 et de 1929 ? C'est la voie suivie actuellement par les acteurs du patrimoine. La visite des musées, des ruines et des épaves présente la même problématique de la catastrophe soudaine, du temps arrêté.

Le patrimoine n'est pas suffisamment abordé comme un processus culturel ouvert sur des périodes et des espaces emboîtés. On ne peut ainsi comprendre la richesse de la ville sans s'appuyer sur le patrimoine des plantations et des rhumeries. Saint-Pierre et la mer souffre aussi d'un manque de lisibilité et d'un musée spécifique. Le volcan doit également être au cœur de la mise en valeur patrimoniale par une approche sportive et de loisir, mais aussi didactique par la découverte des écosystèmes, la compréhension de l'étagement des activités qui explique à la fois la richesse de l'agriculture et le site de la ville. Enfin les nouvelles formes de ré-appropriation de la ville, véritable vitrine des styles architecturaux du XXème siècle, méritent aussi d'être associées à la découverte patrimoniale de Saint-Pierre. Ainsi cette approche spatio-temporelle permettrait aux visiteurs de mieux comprendre les répercussions des nuées ardentes qui ont figé cette ville et accéléré par là même l'organisation spatiale actuelle de la Martinique.

Orientations bibliographiques

ABENON L R (1996). L'activité du port de Saint-Pierre (Martinique) à la fin du XIXè siècle. L'Harmattan, Paris, 155 pages.

DESSE M. (1996). L'inégale maritimité des villes des départements d'Outre-Mer insulaires. La maritimité aujourd'hui. Sous la direction de F Péron, Géographie et Culture. L'Harmattan, Paris, pp241-249.

DESSE M (1999). La diffusion touristique dans les Antilles françaises. Atlas permanent du littoral, n°4, CNRS, Géolittomer, UMR 6554/Infomer, p 28.

DESSE M (2001). Les fronts de mer : supports urbanistiques et touristiques en Guadeloupe et Martinique. Terres d'Amérique n°3, Karthala, Paris, pp343-353.

HARTOG T (1998). Les dynamiques touristiques dans les Antilles françaises : le cas de la Martinique. Journées de géographie tropicales. In Iles et littoraux tropicaux. Ouest Edition. 9 p.

HARTOG T, DE VASSOIGNE C (1999). Les tourisms dans les départements français d'Amérique. Mappemonde n°2. 9 p.

RIVES C, DENHEZ F (1997). Les épaves du volcan. Glénat, Paris, 141 pages.

